

---

Le 18-04-2016

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

La menace proférée par la Banque centrale européenne (BCE) et l'Allemagne de sortir la Grèce de l'euro n'était qu'une machination. Nous le savons avec certitude car le 16 septembre 2015, le vice-président de la BCE, le portugais Vitor Constâncio, dans une interview à Reuters (il est possible de la consulter sur le site de la BCE), déclarait que la menace de la sortie de l'euro « *n'a jamais été lancée pour de vrai parce que ce ne serait pas légal [...] Il n'y a jamais eu de doutes pour la majorité des pays membres, nous maintenons que l'euro est irréversible [...] il faut supprimer les doutes qui demeurent sur la viabilité du bloc monétaire.* »

Cette menace avait été préalablement agitée par Wolfgang Schäuble, le ministre allemand, et par Benoît Cœuré, le Français membre du directoire de la BCE. Ce dernier, le 30 juin 2015, à quelques jours du référendum grec du 5 juillet, affirmait que « *la sortie de la Grèce de la zone euro, qui était un objet théorique, ne peut malheureusement plus être exclue.* » Le 11 juillet, Wolfgang Schäuble remettait une couche et présentait son « *plan d'exclusion temporaire* » de 5 ans de la Grèce. Le but était de faire peur aux dirigeants de Syriza. C'est ce qui avait notamment conduit Tsipras à signer l'accord honteux du 13 juillet 2015 débouchant sur sa signature du 3e mémorandum le 19 août. Il s'était fait rouler dans la farine, les oligarques européens jubilaient. Ils avaient compris que le point faible de Syriza était la peur panique de la sortie de l'euro, un dossier que Tsipras maîtrisait mal, faisant preuve d'une rare incompétence et d'un amateurisme surprenant à ce niveau de responsabilité. Ce parti et ses dirigeants passaient leur temps à jurer qu'ils voulaient rester dans l'euro, car autrement ce serait la « *catastrophe* » pour la Grèce. Les oligarques n'avaient plus qu'à appuyer sur la menace de la sortie de l'euro pour obtenir tout ce qu'ils voulaient de Tsipras. Tout ceci a très bien fonctionné comme en témoignaient les commentaires des citoyens grecs interrogés par les médias, que l'on peut résumer par ceci : « *Face à la menace de la sortie de l'euro, Alexis Tsipras a choisi la voie la plus réaliste pour éviter davantage d'ennuis aux Grecs* ».

Ces révélations confirmaient que Tsipras avait le choix, et que le « *revolver sur la tempe* » qui l'avait prétendument obligé à signer le 3e mémorandum n'était qu'un jouet en plastique, un pistolet à eau. C'était une farce, les oligarques européens en ont bien ri. Si Tsipras avait résisté, le rapport de forces s'inversait instantanément. Il fallait prendre Schäuble au mot et engager le processus de sortie de l'euro, le bâton serait passé du côté des Grecs.

La BCE a fait du chantage sur un État souverain, déjà pratiqué en Irlande en 2010 et à Chypre en 2013. Elle fait de la politique, elle n'a rien d'indépendante, elle a joué un rôle décisif dans la victoire des partis pro-mémorandum

---

- 
- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire